eux, le texte est, dans la pensée du Christ, personnel et non attaché à la fonction. Heim s'oppose à l'exégèse catholique en disant : « Il n'y a (dans cette construction) qu'une seule (et même) couche de pierres fondamentales. Le rôle de ces pierres à l'intérieur de la construction entière n'a lieu qu'une fois : au moment de la fondation. » Mais Heim méconnaît complètement le caractère imagé des paroles de Jésus et identifie la construction vivante de l'Eglise avec une maison de pierres. Un édifice vivant exige un renouvellement continu dans tous les membres et particulièrement dans le fondement ; il va sans dire qu'un édifice matériel demeure dans une identité complète, jusqu'à ce qu'il s'écroule. Harnack veut morceler le texte : il supprime les paroles : « Sur cette pierre je bâtirai mon Eglise » et rapporte les autres à Pierre auquel le Seigneur aurait promis une immortalité personnelle : il ne devrait pas mourir. Harnack a trouvé peu d'échos avec son exégèse qui est critiquée non seulement par des catholiques comme Sickenberger, Euringer, Fonk, mais encore par des protestants. Néanmoins il faut prendre acte de ce qu'il ne voit pas dans ce texte, comme les libéraux extrêmes, les modernistes et les vieux catholiques, l'interpolation postérieure d'un évêque de Rome ambitieux de la primauté. Cette opinion, qui a souvent été défendue avec fanatisme, tombe en lambeaux, ainsi que l'opinion parallèle concernant le séjour historique de Pierre à Rome. Il faudrait alors tirer la conséquence que tirait déjà J.-H. Holtmann. Il écrit : « Si Math., xvi, 18, est une parole historique de Jésus, alors comme elle se rapporte sans aucun doute (1) à la personne de Pierre et non à sa profession de foi ou à quelque autre abstraction, l'interprétation catholique a tout au moins l'avantage, et si les clefs du royaume des cieux (Math., xvi, 19) sont remises à ce même Pierre devant la communauté (Math., xvi, 18) (il faudrait dire : devant les autres Apôtres), cette interprétation l'emporte *doublement*. Elle a un *triple* avantage, si l'identification amenée par le contexte de la βασιλεία τῶν οὐρανῶν avec l'ἐκκλησία exprime la pensée de Jésus ; car ce serait alors précisément la pensée exacte du catholicisme. » O. Bauer juge : « Que l'unanimité d'autrefois dans le jugement de la théologie critique sur Math., xvi, 18, revienne bientôt, je ne le crois pas. »

Le rang inégal de Pierre et de Paul ressort de la doctrine de la primauté. L'opinion opposée des jansénistes a été condamnée par Innocent XI (1647). (Denz., 1091.) Après le Concile du Vatican, cette erreur fut reprise par les vieux catholiques.

Le *vieux catholique Langen*, dans un livre en quatre volumes (Le dogme du Vatican sur l'épiscopat universel et l'infailibilité du Pape, dans ses relations avec le Nouveau Testament et l'exégèse patristique, 1871-1876), a recueilli, pour combattre la primauté du Pape, tous les textes des Pères dans lesquels il est question d'une égalité entre Pierre et Paul. Mais les Pères, comme S. Ambroise, S. Augustin, l'Ambrosiaste, S. Chrysologue, S. Maxime de Turin, S. Grégoire le G., S. Chrysostome, etc., établissent cette égalité, soit par rapport à l'apostolat, soit encore par rapport à l'importance des deux Apôtres pour la ville de Rome où l'un et l'autre subirent le martyre, soit en raison des services qu'ils rendirent à l'Eglise en général. De ce dernier point de vue on peut même attribuer à Paul une supériorité sur Pierre. Paul lui-même ne dit-il pas, comme le répète S. Grégoire le G. lui-même, qu'il a plus travaillé que tous les autres ? (I Cor., xv, 10.) On peut donc reconnaître à Paul, l'Apôtre des Gentils, le zélé missionnaire, la primauté de l'activité extérieure et de la prédication. Mais en reconnaissant cela, on n'enlève pas plus la primauté de juridiction à Pierre qu'on ne l'enlève au Pape Zacharie, par exemple, en mettant en regard de son activité celle de S. Boniface, l'« apôtre de la Germanie ». S. Augustin écrit, au sujet de la controverse connue entre S. Pierre et S. Paul, que cette controverse montre « que même des subordonnés (Paul) peuvent, pour la défense de la vérité de l'Evangile, résister à des supérieurs (Pierre), « *salva fraterna caritate* ». (Ad Hieron., lxxxii, 21.) Il reconnaît donc la préséance de S. Pierre.

On résout de la même manière l'objection qu'on croit pouvoir tirer de la *Scolastique* (S. Albert le G., S. Thomas) laquelle admet de même une égalité des deux Apôtres tout au moins par rapport à la doctrine. Les deux Apôtres étaient naturellement des organes autorisés et infaillibles de la prédication chrétienne et, sous ce rapport, égaux. Mais que cette égalité ne supprimât pas la primauté de S. Pierre et ne l'éclipsât même pas, cela ressort de l'enseignement de S. Thomas. Il écrit : « Il est vrai que le pouvoir de lier et de délier fut donné communément à tous les Apôtres. Mais pour qu'il y ait de l'ordre dans ce pouvoir, il fut d'abord donné à Pierre seul ; pour manifester clairement que ce pouvoir avait ses racines en Pierre, le Seigneur lui dit à lui seul : Luc, xxii, 31 sq. et Jean, xxi, 17. » (Suppl., q. 40 a. 6.) C'est pourquoi les erreurs de *Marsile de Padoue* et de *Jean de Jandun* n'eurent que « peu d'écho », au Moyen-Age ; sur l'ensemble, cf. *Ottiger, Theologia fundamentalis*, II, 61-112 ; *Karl Adam, Le vrai visage du catholicisme* (traduction Ricard.)

§ 145. La primauté du Pape

THÈSE. D'après l'ordonnance du Christ, Pierre devait perpétuellement avoir un successeur dans sa charge de pasteur suprême, et ce successeur est l'évêque de Rome.

De foi.

Explication. Le Concile du *Vatican* a défini : « Si donc quelqu'un dit que ce n'est pas en vertu de l'institution du Christ Notre-Seigneur ou en vertu d'un droit *divin* (jure divino) que le bienheureux Pierre a perpétuellement un successeur dans sa primauté sur toute l'Eglise ; ou bien que le Pontife romain n'est pas le successeur du bienheureux Pierre dans cette primauté, qu'il soit anathème. » (S. 4, c. 2 : *Denz.*, 1825.) Deux vérités sont exprimées ici : une vérité dogmatique, à savoir que Pierre devait toujours avoir un successeur, et une vérité historique, à savoir que ce successeur est le Pape en fonction. Les deux vérités sont étroitement connexes. La thèse suppose le fait historique que Pierre a exercé son ministère à Rome comme évêque et y est mort.

La démonstration de ce fait incombe à l'histoire de l'Eglise. Au reste, il est admis aujourd'hui presque unanimement par les adversaires protestants (récemment encore par *Lietzmann, Pierre et Paul à Rome* [1926]), bien que sa négation ait joué jadis un rôle en tant qu'argument spécieux de prédilection contre « Rome ».

Preuve. Si le Christ voulait bâtir son Eglise sur Pierre comme fondement, si d'autre part il voulait que cette Eglise, selon sa promesse, persistât jusqu'à la fin du monde, la conséquence logique, nécessaire, c'est que ce fondement, qui donne à l'ensemble solidité et consistance, doit lui aussi persister. Autrement, l'Eglise serait sans fondement et ainsi persisterait d'une manière entièrement différente de celle de sa fondation. Que Pierre ne dût pas être ce fondement jusqu'à la fin du monde, le Christ l'avait prévu en lui annonçant qu'il mourrait auparavant. (Jean, xxi, 19.)

Les Pères. Leurs témoignages en faveur de la primauté se confondent avec ceux qui attestent le magistère suprême. C'est pourquoi nous pouvons renvoyer à ces témoignages. (Cf. II^e vol., § 142.) On peut signaler ici quelques aveux de Harnack. « Il est très probable que Pierre a été réellement à Rome ainsi que Paul (I Clém., 5 ;

Ign. ad Rom., 4). » (H. D., I, 488.) Sohm a seulement exagéré dans son « Droit ecclésiastique » en disant que « l'ensemble de la constitution de l'Église, en tant qu'ordonnance divine, a d'abord été formé à Rome pour se répandre de Rome dans les autres communautés ». (P. 480.) « Aucune communauté dans l'histoire de l'Église ne s'est imposée d'une manière plus brillante que celle de Rome par l'Épître dite première de Clément. » (P. 485.) La seconde Épître de Clément, qui est attribuée par Harnack au Pape Soter, « est accueillie à Corinthe avec le plus grand honneur ». (P. 486.) Pour ce qui est d'Ignace, l'adresse de son Épître aux Romains montre déjà « qu'il estimait cette communauté comme la plus importante de la chrétienté » (P. 486.) Ignace offre un important témoignage (pour Rom., II) : « D'autres vous ont instruits. » (Ibid.) « Après ces témoignages, on ne peut pas trouver étrange qu'Irénée attribue le plus haut rang à l'Église romaine, parmi les Églises fondées par les Apôtres. » (P. 486.) Il cite du texte célèbre en faveur de la primauté (Ad hanc autem Ecclesiam propter potentiolem principalitatem necesse est omnem convenire Ecclesiam, hoc est eos qui sunt undique fideles, in qua semper ab his qui sunt undique, conservata est ea quæ est ab apostolis traditio (A. h., III, 3, 2 ; cf. III, 4, 1) ; on en trouve l'explication exacte dans *Batiffol*, 214 sq.) Il remarque à ce sujet que « la communauté romaine passait alors pour la « conservatrix traditionis » proprement dite et que, par suite, les communautés manifestaient naturellement et effectivement leur orthodoxie par l'accord avec cette communauté ». (P. 488.) Il oublie un mot : elles « doivent » (necesse semper fuit) être d'accord avec elles. (Cf. Vatic., s. 4, c. 2 : *Denz.*, 1824.) Parmi les protestants on discute encore actuellement sur ce passage de S. Irénée.

Au sujet de Tertullien (*Præscript.*, 36 ; cf. *De bapt.*, 17 ; *De pud.*, 3) Harnack dit : « Mais il remarque expressément que, pour l'Église de Carthage, l'Église romaine a une autorité particulière. » (P. 491.) Si Tertullien devenu montaniste rabaisse la primauté, c'est pour faire place au Pneuma. « La nouveauté est entièrement le fait de Tertullien », dit avec raison *Batiffol* (p. 302) ; c'est lui le révolutionnaire et non le Pape Calliste. De même Harnack avoue que les hérétiques, comme Marcion, essayaient d'obtenir la faveur de Rome, que Victor et Etienne exclurent l'Orient de la communion de l'Église, que « l'évêque de Rome (vers 200) était en situation d'instituer et de déposer non seulement des prêtres et des diacres, mais encore des évêques... Rome peut enlever aux autres communautés leur évêque et leur envoyer un évêque choisi à Rome ». (P. 491.) Quand le patriarche Denys d'Alexandrie, malgré son prestige, fut repris par le Pape Denys, « aucune objection ne s'éleva en raison de cette manière de faire ». (P. 493.) Dans la « condamnation d'Origène, la voix de Rome semble avoir eu une importance particulière ». (Ibid.) Ajoutons à ces aveux purement historiques d'un adversaire qui rend justice à notre thèse quelques citations des Pères de la première époque.

Au I^{er} siècle nous avons le témoignage de l'Épître de S. Clément déjà citée. Ici le fait que l'Épître ait été envoyée est déjà en soi une preuve importante de l'autorité de l'évêque de Rome ; que S. Clément ait écrit cette Épître de sa propre initiative ou qu'il y ait été déterminé par une instigation extérieure, la question qui ne peut être résolue entièrement est d'une importance secondaire. Il est probable, au reste, qu'il a agi de sa propre initiative. (Cf. I, 1 ; XLVII, 6 sq.) L'hommage que rend ensuite S. Ignace à l'Église romaine est d'autant plus important qu'il insiste partout sur sa propre autorité épiscopale.

Au II^e siècle nous avons d'abord le texte célèbre de S. Irénée. (A. h., III, 3, 2.) Le contexte est déjà important. On peut sans doute trouver la doctrine orthodoxe dans toute Église apostolique, mais S. Irénée ne donne que l'exemple de l'Église romaine. « Nous ne signalons que l'Église la plus grande, la plus ancienne et la plus connue, celle qui a été fondée et établie à Rome par les deux Apôtres les plus illustres, Pierre et Paul, sa tradition qui procède des Apôtres, et la foi annoncée par elle aux hommes, et nous confondons ainsi tous ceux qui, de quelque manière que ce soit, soit par amour propre, soit par orgueil, soit par aveuglement et méchanceté forment des conventicules » ; cela seul nous indique déjà l'importance de l'Église romaine pour l'ensemble de l'Église ; c'est tout simplement une importance décisive (confundimus omnes eos, qui quoquo modo... præterquam oportet

colligunt). Or ce n'est pas l'autorité de la communauté romaine qui a cette prépondérance décisive, ce sont ses évêques ; en effet, c'est dans la succession épiscopale que réside, d'après S. Irénée, la garantie de la pureté de la doctrine. Viennent ensuite les paroles célèbres souvent commentées que nous avons citées plus haut : avec cette Eglise, à cause de sa supériorité dominante (propter potentiorem principitatem), tout le monde doit s'accorder. L'explication particulière du passage difficile n'est pas une question essentielle : il est absolument certain que, dans le sens de S. Irénée, on doit (necesse est) s'accorder avec l'Eglise de Rome, car elle a sans aucun doute la véritable foi et tout le monde doit avoir cette foi. Ainsi donc l'Eglise de Rome est l'instance la plus rapide et la plus sûre pour les questions de foi. Pour l'explication particulière du texte, cf. *Ottiger*, II, 530 sq. Il faut encore signaler au II^e siècle le voyage de S. Polycarpe (le princeps Asiæ) à Rome pour aller trouver le Pape Anicet, afin de régler la question de la fête de Pâques en Orient (cf. S. Irénée, A. h., III, 3 sq. ; *Eusèbe*, H. e., v, 24), de même le voyage d'Hégésippe à Rome (vers 180) (*Eusèbe*, H. e., iv, 22) pour y apprendre la vraie tradition de la foi. Un peu plus tard se produisent les négociations de Polycarpe d'Éphèse et d'autres Orientaux avec le Pape Victor I^{er} au sujet de la fête de Pâques (189) ; ces négociations attestent le prestige de Rome.

Au III^e siècle nous possédons d'abord le témoignage de *Tertullien*. Il indique l'état de fait quand il appelle le décret de pénitence de Calliste I^{er} un « édit péremptoire » (De pudic., I ; cf. *Denz.*, 43.) D'après son exposé, Calliste a invoqué Math., XVI, 19, quand il a promulgué ses mesures d'adoucissement dans la discipline pénitentielle : « Par rapport à ton affirmation, je te demande : D'où vient-il que tu t'arroges (toi Calliste), ce droit de l'Eglise (unde hoc ejus Ecclesiæ usurpes?). Si, parce que le Seigneur a dit à Pierre : Sur cette pierre je bâtirai mon Eglise, je t'ai donné les clefs du royaume des cieux, ou bien : tout ce que tu lieras et délieras sur la terre sera lié et délié dans le ciel, tu affirmes que le pouvoir de lier et de délier est venu jusqu'à toi aussi, c.-à-d. jusqu'à cette Eglise qui est apparentée à Pierre, qui es-tu, toi qui renverses et dénatures ce droit qui n'a été conféré qu'à Pierre personnellement ? » (De pudic., 21.) Ainsi donc l'Eglise catholique dont Tertullien se séparait, croyait alors que le Christ avait fondé son Eglise sur Pierre et que les Pontifes romains étaient les successeurs de Pierre. Tertullien ne nie pas que Calliste, en tant qu'évêque de Rome, soit le successeur de S. Pierre ; mais il voudrait, au moyen d'une interprétation artificielle dont il use volontiers pour toute l'Écriture, représenter la primauté de Pierre comme une primauté purement personnelle et non transmissible.

S. Cyprien, malgré son épiscopalisme très accusé, écrit : « Dieu est un et le Christ est un et il y a une seule Eglise et une seule chaire fondée sur Pierre par la parole du Seigneur » (una Ecclesia et cathedra una super Petrum Domini voce fundata ; Ep. XLIII, 5). Cependant, S. Cyprien n'est pas parvenu à une conception parfaite de l'idée de primauté. Tel est l'avis de *Pesch*, I, 250 ; de *Batiffol*, 370 sq. Peut-être l'influence de Tertullien devenu montaniste a-t-elle apporté de la confusion dans sa pensée : l'un et l'autre interprètent artificiellement Math., xvi, 18.

D'après une lettre de Firmilien (dans *Cypr.*, Ep. LXXV, 17), le Pape Etienne « affirme qu'il détient le siège de Pierre par succession ». S. Jérôme répète souvent cette phrase que Dieu a fondé l'Eglise sur Pierre. (Ep. XLI, 2 : M. 22, 475 ; Adv. Pelag., I, 14 : M. 23, 506 ; cf. aussi Ep. XV : M. 22, 355.) De même S. Ambroise (In Ps. XL, 30 : M. 14, 1082) ; il écrit au Pape Siricius avec neuf autres évêques, d'un Synode de Milan, que lui et ses collègues adhèrent à son jugement sur l'excommunication de Jovinien et d'Auxentius : « Qui fideliter commissam tibi janam serves et pia sollicitudine Christi ovile custodias, dignus, quem oves Domini audiant et sequantur. » (Ep. XLII : M. 16, 1124 sq.) S. Augustin interprète volontiers Math., xvi, 18, dans le sens général de la foi (cf. *Ottiger*, II, 159 sq.) ; mais il écrit cependant que « dans l'Eglise romaine, le principat de la chaire apostolique a toujours existé » (in qua semper apostolicæ cathedræ viguit principatus ; Ep. XLIII, 7). Et en comparant le martyre de S. Cyprien avec celui de S. Pierre, il dit de la chaire de S. Pierre : « Qui ne sait que ce principat de l'apostolat doit être placé avant tout épiscopat (De bapt. contra Donat., II, 1, 2 : M. 43, 127), que

l'Eglise romaine possède la cîme de l'autorité (*culmen auctoritatis obtinuit*) et que lui refuser la première place (nolle *primas dare*) serait la plus grande impiété ou une arrogance qui se perdrait elle-même. » (De utili. cred., XVII, 35.) Au sujet du pape de l'époque, Anastase, il dit qu'il occupe la même chaire que possédait Pierre. (Ep. LIII, 1, 2 sq. ; cf. aussi Ep. ad Donat., 16.) Cf. cependant plus haut p. 157.

Les Grecs. S. Grégoire de Nysse, S. Grégoire de Naz., Eusèbe de Cés., S. Jean Chrysostome entendent Math., XVI, 18, dans le sens de la primauté de Pierre ; un certain nombre tirent les conséquences et attestent leur foi à la primauté des successeurs de Pierre à Rome. D'après S. Grégoire de Naz., l'Eglise romaine préside, à cause de sa puissance religieuse, au monde entier (quæ universis præsidet ; Carm., II, sect. 1 ; carm. XI : M. 37, 1068) ; Théodoret de Cyrus écrit à un prêtre romain, Renatus, que ce très saint siège (de Rome) « possède le principat sur les Eglises du monde entier ». (Ep. CXVI : M. 83, 1324.) Tyszkiewicz objecte aux Russes orthodoxes, par rapport à S. Jean Damasc., que 1^o pour ce qui est des principes sur lesquels ils s'appuient pour combattre la primauté, ils s'écartent de S. Jean Damasc., et que 2^o celui-ci reconnaît indirectement la primauté. (*Revue d'Innsbr.*, 1919, 78-111.) Ders (ibid., 1919, 443-550) déclare : Cyrille atteste « sans aucun doute » la primauté. Au sujet de S. Jean Chrysostome, cf. Jugie, Echos d'Orient (1908), 5 sq., 193 sq. Il faut rappeler également ici l'autorité des pontifes romains sur les conciles tenus dans l'Eglise orientale. (Cf. Pesch., I, 333.) Dans la mesure où l'Eglise grecque s'émancipa de la primauté religieuse des papes, elle tomba sous la « primauté » politique des empereurs d'Orient, lesquels, conformément à l'antique conception païenne, exercèrent le dominium altum sur la religion comme sur la nation. Qu'on songe à Constantin, à Constance (« Ce que je veux, doit servir de canon »), à Théodose, surtout à Justinien, « ce théologien passionné, sur le trône » (Grisar), à l'ἀρχιερεὺς-βασιλεὺς et à tout ce qu'on entend sous le nom de « byzantinisme ».

Le Concile du Vatican pouvait invoquer les témoignages formels des conciles précédents ; il cite à ce sujet le IV^e Concile de Constantinople, le II^e Concile de Lyon et le Concile de Florence. (S. 4, c. 4.) Ainsi le Concile de Lyon dit : « La sainte Eglise romaine elle-même possède la primauté et le principat suprêmes et complets sur toute l'Eglise catholique » et il ajoute qu'elle les a reçus du Seigneur lui-même dans la personne de Pierre. (Denz., 466.) Le Concile de Florence, dans son décret d'union, déclare : « Nous définissons que le Saint-Siège apostolique et le Pontife romain possèdent la primauté sur tout l'univers et que, précisément, le Pontife romain est le successeur de S. Pierre, le prince des Apôtres, le véritable vicaire de Jésus-Christ et le chef de l'Eglise entière, le docteur et le père de tous les chrétiens, et que Notre-Seigneur Jésus-Christ lui a conféré dans la personne de S. Pierre le pouvoir de régir et de conduire l'Eglise entière ; comme cela est contenu dans les délibérations des conciles généraux et dans les saints canons. » (Denz., 694.)

Les théologiens se demandent s'il est nécessaire de croire fermement que la primauté doive rester attachée au siège de Rome ou bien s'il serait possible que la décision du Pape attache cette primauté à une autre Eglise. Il semble bien que les définitions citées s'opposent à cette possibilité, car elles parlent de l'Eglise « romaine ». Alors même que le Pape réside dans une autre ville, comme au temps où il résidait à Avignon, il reste cependant le pontife romain, car il est le successeur de S. Pierre.

Une autre question connexe à celle-ci, c'est de savoir si la primauté a été unie à l'Eglise romaine par la volonté du Christ ou bien pour des raisons purement historiques. Il suffit d'admettre que la Providence divine a opéré cette union en tenant compte des circonstances historiques. Il est inutile aussi de contester que l'Eglise et la primauté aient tiré profit, à mainte reprise, des circonstances historiques du moment. Il n'y a qu'une chose qui contredise le dogme, c'est d'expliquer la primauté d'une manière purement naturelle et historique.

L'étude détaillée de cette question est du domaine de l'histoire de l'Eglise et du droit canonique. Le droit canonique traite aussi en détail les droits contenus dans la

primauté ainsi que es questions de l'élection du Pape et de la légitimité du Pape dans les cas douteux.

Comme la primauté est également traitée dans l'*Apologétique*, on se contentera des preuves données plus haut. On trouvera d'autres témoignages patristiques dans *Tixeront*, I et II, Index, v. primauté ; *Hurter*, Comp., I, thes. 76 sq. ; *Wilmsers*, De Eccl. Christi, I, 2, c. 2 a. 3. D'après ce qu'on a dit, il est faux de prétendre que la doctrine de la primauté n'a été fondée que par la Scolastique, bien qu'il soit vrai de dire que la doctrine du pouvoir divin a été développée systématiquement pour la première fois par S. Thomas.

Au sujet de la *nature* et de l'*étendue* de la primauté, le Concile du Vatican a encore précisé ce qui suit : « Nous enseignons et déclarons donc que l'Eglise romaine, par l'ordonnance du Seigneur, possède le principat du pouvoir ordinaire sur toutes les autres Eglises et que ce pouvoir de juridiction du Pontife romain, qui est vraiment épiscopal, est immédiat : envers ce pouvoir, les pasteurs et les fidèles de tout rit et de tout rang, tant en particulier et séparément que tous ensemble, sont liés par un devoir de subordination hiérarchique et de véritable obéissance, non seulement dans les choses qui ont trait à la foi et aux mœurs, mais encore dans celles qui se rapportent à la discipline et au gouvernement de l'Eglise répandue dans le monde entier... Telle est la doctrine de la vérité catholique dont nul ne peut s'écarter sans préjudice pour sa foi et son salut. » (S. 4, c. 3. *Denz.*, 1827.)

1. Le pouvoir de gouvernement du Pape est donc *élevé* au-dessus de tous les autres pouvoirs ecclésiastiques. Il dépasse le pouvoir de tous les évêques en particulier comme celui de tout l'ensemble de l'épiscopat. Par conséquent, l'opinion mise en avant par les Conciles de Constance et de Bâle, de la supériorité du Concile sur le Pape, est réprouvée.

2. Ce pouvoir est véritablement *épiscopal*. Il inclut tous les éléments qui constituent le pouvoir pastoral de l'évêque : pouvoir législatif, judiciaire et pénal, comme on l'a expliqué plus haut (p. 187 sq.). L'expression « *episcopalis* » fut considérée avec défiance par le gouvernement allemand et d'autres gouvernements européens, car on y voyait une immixtion dans les droits de l'Etat ; mais ces prétendus droits « *épiscopaux* » de l'Etat sur l'Eglise n'existent pas. (Cf. Act. Ap., xx, 28.) *Granderath*, dans son *Histoire du Concile du Vatican*, III, 328 sq. et 359 sq., raconte que des Pères du Concile combattirent l'expression « *episcopalis* » comme préjudiciable à l'autorité des évêques et considéraient comme suffisantes les expressions « *immediata et ordinaria* ». Certains Pères voulaient aussi qu'on traitât en même temps des droits des évêques.

3. Ce pouvoir est un pouvoir *immédiat*. Le Pape a le droit d'exercer son pouvoir sur les évêques individuellement ou collectivement, sans intermédiaire ; et ce pouvoir n'est pas restreint, comme le prétendait Fébronius, aux cas où les évêques oublient leurs devoirs et négligent leurs obligations ministérielles dans leur diocèse. Ainsi donc le Pape est l'*ordinaire de tous les fidèles de l'Eglise entière*.

De ce pouvoir épiscopal complet, universel, unique, résulte, dans la *pratique*, le droit « d'entrer en relations avec tous les pasteurs et tous les troupeaux dans l'exercice de cette fonction qui est la sienne ». Une autre conséquence évidente c'est qu'il n'est pas permis de rejeter une décision judiciaire du Pape et d'en appeler à un concile général. Un autre canon, dans lequel on oblige une fois de plus, sous peine d'anathème, de reconnaître « toute la plénitude du pouvoir suprême et son droit de s'exercer sur tout le troupeau comme un pouvoir « ordinaire et immédiat », achève l'examen de la nature et de l'étendue de la primauté. Les détails concernant l'étendue de la primauté et son mode d'exercice sont du ressort du *droit canon*.